



Comité rennais France Palestine Solidarité

Madame la Maire,

Par la présente, j'ai l'honneur en tant que Président du comité Rennais France Palestine Solidarité, de solliciter une intervention au conseil municipal du Lundi 22 janvier 2024.

A cette occasion et si cette demande était validée, nous aurons l'occasion de présenter la situation dramatique que vit actuellement le peuple Palestinien depuis le 7 octobre 2023 et de solliciter le conseil Municipal de Rennes pour une délibération à ce sujet.

Pour ce faire et sur la base du texte ci-joint et de ses annexes, 2 intervenantes sont pressenties dans les temps impartis:

- Mme Joëlle Couillandre
- Mme Halima Ouasti

Comptant sur votre bienveillance, je vous prie de croire, Madame la Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le comité Rennais France Palestine Solidarité, son président Hamid Ech-Cekhchakhi.

PJ : texte de l'intervention et documents annexés

*Comité rennais de L'association France Palestine Solidarité
11, Rue de Flandre - 35000. Rennes*

www.rennespalestine.fr

contact-afps@rennespalestine.fr

Comité Rennais de l'AFPS, au nom du collectif Rennais pour une paix juste et durable au Proche Orient

Madame la Maire de Rennes, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux

À la suite des crimes de guerre perpétrés lors de la sortie du Hamas de la Bande de Gaza, Madame la Maire, lors d'une rencontre au centre Edmond Safra, le 15 octobre 2023, déclarait sa « sidération devant l'innommable », son « indignation devant l'inconcevable » et son « effroi face à tant de violence ». Elle rajoutait : « Depuis le 7 octobre le temps est resté comme suspendu, immobile, figé... Au nom des Rennais et des Rennaises, je souhaite exprimer mon soutien et toute notre solidarité à la population israélienne... Les populations civiles innocentes, en Israël comme à Gaza, sont les premières victimes d'une guerre qui ne fait aucun vainqueur. Pour tous les innocents, pour toutes les victimes, nous avons l'ardente obligation de désamorcer l'escalade des violences et d'éteindre durablement le feu ».

Le 9 octobre, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant avait annoncé : « Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence, il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant. Tout est fermé ». Emmanuel Macron avait immédiatement déclaré son « soutien inconditionnel » à Israël menant « une guerre forte parce que juste ».

Mais, à la vérité, le temps ne s'était pas figé après le 7 octobre : aux crimes de guerre commis par le Hamas étaient venus s'ajouter le pilonnage des populations civiles de Gaza et le bouclage de toute la Cisjordanie, l'arrestation massive de civils, la torture, l'exécution sommaire de civils par les colons armés par le ministre fasciste Ben Gvir, la destructions de biens, l'accélération de la colonisation...

Le 28 octobre Craig Mokhiber (directeur du Haut commissariat aux Droits de l'Homme à New York) présentait sa démission dans une longue lettre où il pointait avec précision les infractions répétées au droit international par Israël et ajoutait, en tant que spécialiste des questions génocidaires : « Une fois de plus, nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux »¹.

Le 5 novembre : « La FIDH et ses organisations se déclarent horrifiées par la détérioration de la situation des droits humains. Le type d'attaques et de mesures israéliennes qui ciblent davantage la population de Gaza depuis le 7 octobre, ainsi que les déclarations publiques et répétées de l'armée et de hauts dirigeants du gouvernement israélien, constituent autant de preuves de l'intention et des actes génocidaires d'Israël dans le cadre de son agression en cours ».

Le 26 novembre, dans Haaretz, le journaliste israélien Gideon Lévy cite une déclaration de Giora Eiland à la tête de la Division des opérations et de la planification de l'armée et du Conseil National pour la Sécurité : « Après tout, de graves épidémies, dans le sud de la bande de Gaza nous rapprocheront de la victoire et réduiront le nombre de blessures parmi les soldats de l'armée israélienne ».

Le 1^{er} décembre, James Elder, porte-parole de l'UNICEF, qualifiait l'inaction à Gaza d'« approbation du meurtre d'enfants ». Il ajoutait : « Un cessez-le-feu durable doit être mis en œuvre. L'inaction revient à approuver le massacre d'enfants ».

Le 22 décembre : Oxfam déclarait que 90 % de la population de Gaza étaient confrontée à une faim extrême et précisait que "la descente de Gaza dans la famine était tellement prévisible qu'elle était délibérée et constitue un crime de guerre permanent de la part d'Israël".

Le 25 décembre : plus de 300 Palestiniens tués et 4 655 arrestations en Cisjordanie, 20 424 morts dans la Bande de Gaza (dont 70 % de femmes, d'enfants et de personnes âgées). L'ONU annonce le transfert forcé de 85 % de la population (1,9 millions de personnes), quasiment plus aucun hôpital en état de fonctionner, quasiment plus d'eau potable, plus de traitement des eaux usées, plus de ramassage des ordures, plus d'électricité, plus de carburant, les équipes humanitaires dans l'incapacité d'acheminer le peu d'aide arrivant par Rafah. La famine et les épidémies guettent désormais l'enclos palestinien d'où personne ne peut sortir et où personne ne peut entrer. Le massacre se déroule à huis clos : ONG humanitaires, observateurs de l'ONU, enquêteurs de la CPI, presse sont bannis.

Depuis le 15 octobre, Mme la Maire de Rennes ne s'est pas exprimée publiquement sur ce qui se passe actuellement à Gaza, en Cisjordanie occupée, à Jérusalem ni en Israël même (où citoyens arabes et juifs anti-colonialistes, voire même des familles d'otages, sont victimes de répression). Au Conseil Municipal du 4 décembre dernier, M Honoré Puil avait fait une intervention regrettant la tournure dramatique prise par les événements.

1 https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/palestine-un-genocide-qui-se-deroule-sous-nos-yeux_6848

Aujourd'hui, face à ce qui relève manifestement de crimes contre l'humanité, les Rennais et les Rennaises ont besoin d'en entendre plus. Faute de prise de position forte par rapport au respect du Droit, le risque serait grand que cela soit considéré comme l'expression d'un 2 poids 2 mesures qui exprimerait un recul par rapport à de précédentes déclarations de la municipalité et serait incompréhensible aux yeux de la population. La question israélo-palestinienne, loin d'être clivante, peut, si l'on veut bien la considérer sous l'angle des valeurs humanistes et du respect du droit international par tous et pour tous, être au contraire un formidable socle de rassemblement au-delà des assignations à résidence religieuses, communautaires ou idéologiques.

Aussi, nous demandons solennellement si la municipalité fait sien, aujourd'hui, l'esprit de la pétition du Collectif rennais pour une paix juste et durable au Moyen Orient dont nous nous permettons de citer le texte. Une déclaration officielle du Conseil Municipal sur le sujet serait bienvenue.

Halte au génocide : le droit, rien que le droit, tout le droit !

Nous, citoyens du monde pour l'égalité des droits, exigeons :

- l'arrêt immédiat et définitif des bombardements et des actions armées israéliennes contre la population de Gaza et de Cisjordanie ;
- la libération de tous les prisonniers et de tous les otages ;
- l'envoi d'une force de protection internationale ;
- le libre accès au terrain des agences internationales, des ONG humanitaires et de la presse ;
- le libre accès au terrain des enquêteurs de la Cour Pénale Internationale (CPI) afin de remettre entre les mains de juges compétents et indépendants l'évaluation des crimes commis de part et d'autre et permettre ainsi le jugement et la condamnation des responsables ;
- la fin du blocus de la Bande de Gaza, conformément au droit international ;
- la fin de l'occupation militaire et de la colonisation de la Palestine, conformément au droit international ;
- le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, conformément au droit international.

Vous remerciant pour votre attention et espérant de tout cœur pouvoir travailler de concert avec la municipalité pour contribuer à faire appliquer le droit international à tous ses niveaux contre toutes les formes d'injustice et d'oppression, d'où qu'elles proviennent.

Quelques documents pour mieux comprendre...

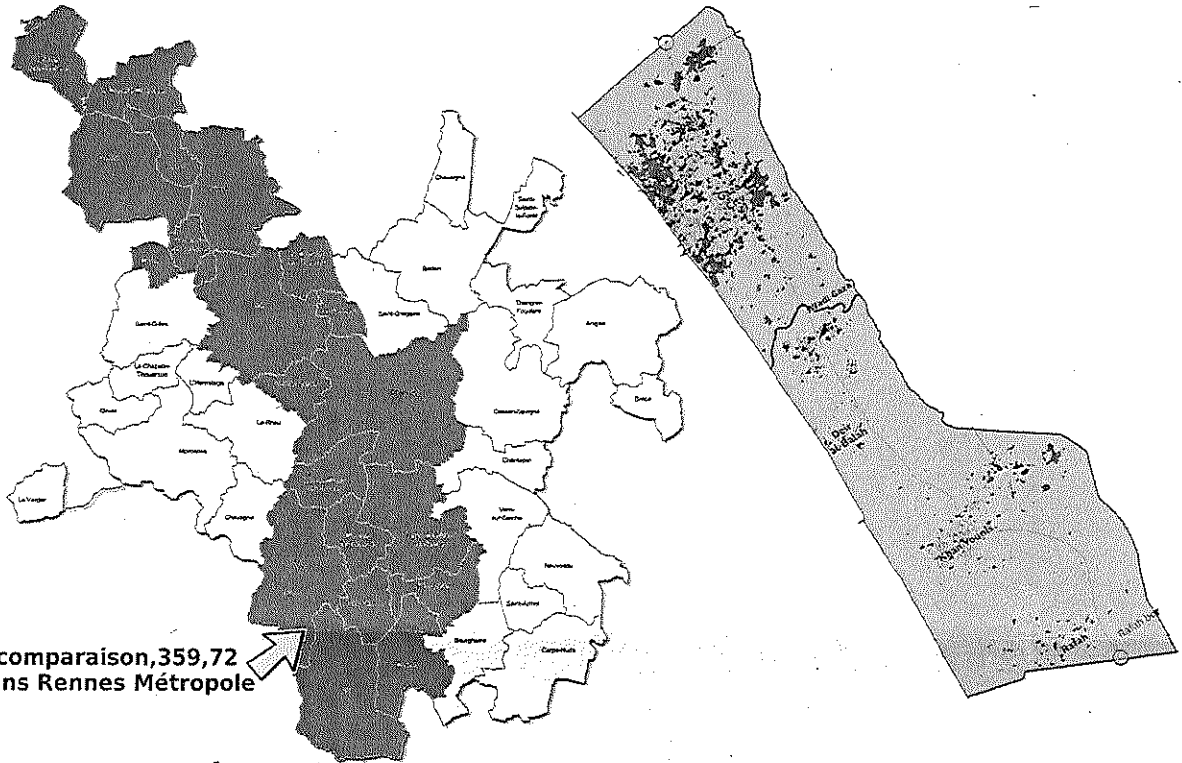
Bande de Gaza

Superficie : 360 km² (2,5 fois plus petite que Rennes métropole)

Population : 2,3 millions, densité 5000 par km², peuplée à 70 % de réfugiés normalement sous protection de l'ONU

Blocus israélien depuis 2007 (condamné par l'ONU)

Frontières : l'Égypte au Sud, Israël au Nord et à l'Est, la méditerranée à l'Ouest (interdiction par Israël de s'éloigner à plus de 3 milles marins, en contradiction avec les accords d'Oslo)



Pour comparaison, 359,72 km² dans Rennes Métropole

**Rennes Métropole, 705 km²
462 580 habitants**

**Bande de Gaza, 362km²
2,3 millions d'habitants**

Le 10 janvier, l'office pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés (OCHA-opt) publiait les informations suivantes :

Bande de Gaza

23357 personnes tuées, dont 70 % d'enfants (mineurs) et de femmes

59410 blessés

1,9 millions de personnes déplacées

Aucune fourniture d'électricité

Israël

Autour de 1200 personnes tuées dont 33 enfants (mineurs)

5400 blessés

Dans la bande Gaza :

184 personnes tuées

1076 blessés

136 otages (dont des soldats et des étrangers)

Sources : OCHA-opt <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-reported-impact-day-95>

Cisjordanie, territoire palestinien occupé

Le 10 janvier, un Palestinien a succombé à ses blessures après avoir été abattu par les forces israéliennes le 9 janvier lors d'une opération de recherche et d'arrestation dans la ville de Ramallah.

Cela porte à 331 le nombre de Palestiniens tués, dont 84 enfants, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, depuis le 7 octobre 2023 et jusqu'au 10 janvier 2024. En outre, deux Palestiniens de Cisjordanie ont été tués lors d'une attaque en Israël le 30 novembre. Parmi les personnes tuées en Cisjordanie (331), 322 ont été tuées par les forces israéliennes, huit par des colons israéliens et une par les forces israéliennes ou les colons. Le nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, en 2023 (507) est le plus élevé depuis que l'OCHA a commencé à enregistrer les victimes en 2005. Depuis le 7 octobre 2023 et au 10 janvier 2024, cinq Israéliens, dont quatre membres des forces israéliennes, ont été tués dans des attaques palestiniennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Quatre Israéliens ont été tués dans une attaque menée par des Palestiniens de Cisjordanie à Jérusalem-Ouest (l'un des quatre a été tué par les forces israéliennes qui l'ont mal identifié). Le nombre d'Israéliens tués en Cisjordanie et en Israël en 2023 lors d'attaques menées par des Palestiniens de Cisjordanie (36) est le plus élevé depuis que l'OCHA a commencé à enregistrer les victimes en 2005.

Depuis le 7 octobre 2023 et jusqu'au 10 janvier 2024, 4 148 Palestiniens, dont 627 enfants, ont été blessés en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Parmi eux, 4 034 ont été blessés par les forces israéliennes, 93 par des colons et 21 par les forces israéliennes ou les colons. Sur le total des blessures, 52 % ont été signalées dans le cadre d'opérations de recherche et d'arrestation et d'autres opérations, 36 % lors de manifestations et 8 % lors d'attaques de colons contre des Palestiniens. Quelque 33 % de ces blessures ont été causées par des balles réelles, contre 9 % au cours des neuf premiers mois de 2023.

Source : OCHA-opt : <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-89>

Au début des années 1990, la municipalité de Rennes accordait une subvention pour soutenir et équiper le jardin d'enfants « Al Zohour » du camp de réfugiés de Jabalya, conformément à l'engagement pris par Edmond Hervé en présence de Michel Warschavski, anticolonialiste israélien, de soutenir les projets de développement en Palestine occupée jusqu'à l'application du droit international.

Rennes et la bande de Gaza... Un peu d'histoire

Fac simile d'un document d'information sur le jardin d'enfants de Jabalya :

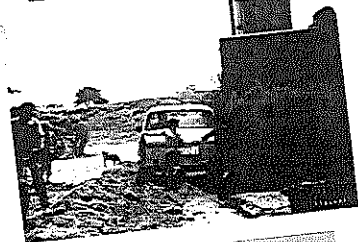
EN QUELQUES MOTS... LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE JABALYA:



- Population : 26 000 habitants
 - Superficie : un peu plus d'un kilomètre carré...
 - C'est la plus forte densité de population dans toute la bande de Gaza.
 - Zone sous mandat international, le camp a été installé par l'ONU en 1948 pour accueillir les réfugiés palestiniens, chassés de leurs villages par du sud de la Palestine pendant la guerre de 1947-49. L'armée israélienne pendant la guerre de 1967.
 - Les camps étaient alors placés sous tentes.
 - Depuis, ils ont été remplacés par des blocs de béton, construits de telle sorte...

- Au début des années 1990, à la suite d'une insurrection contre l'occupation israélienne, les autorités militaires ont fait détruire un grand nombre de maisons, afin d'empêcher les contacts entre les camps, et de faciliter le contrôle par l'armée. Un camp militaire a été installé en plein centre du camp, tout près de la mosquée...

- Jabalya est l'un des camps où l'on trouve les conditions de vie les plus sûres :
 - L'armée israélienne depuis 1967 fait régulièrement des raids.



→ Il y a un hôpital, les deux écoles situées en surface dans les ruines et construites sans de vraies cloisons séparées. Les écoles de l'intérieur y est néo-construite, les travaux d'aménagement ont été réalisés par les habitants du camp ont permis d'entreprendre par les habitants de l'armée d'occupation.

- Les épidémies sont fréquentes et touchent en particulier les enfants et les nourissons (gastro-entérites, diarrhées, malades de sang, des infections, des infections, etc...)

- Le service médical qui dépend de l'hôpital pour les réfugiés de l'ONU (UNRWA), rempli de médicaments, des pharmacies, un laboratoire, un service médical à jour est composé de deux médecins, deux infirmières et un aide soignant.

→ Les écoles de l'UNRWA ne peuvent accueillir que 6000 enfants et cette file (cycle élémentaire et collège - chiffre de 1988...)

→ Deux jardins d'enfants accueillent 271 petits de 4 et 5 ans.

→ Les autres enfants sont livrés à eux-mêmes conformément aux procédures administratives de l'armée.

- Le camp vit un processus de dégradation et attendent les couvre-feux partiels (de 18h à 21h le matin...) et les couvre-feux prolongés (après-midi et début de soirée) entraînant l'absence d'alimentation des soins médicaux, manque de l'hygiène, etc... en août 1987, le camp de Jabalya a subi 248 jours de couvre-feux total.

- La répression israélienne contre les résistants ne fait pas de détails : hommes, femmes, enfants, vieillards, blessés, par balles, etc... entre décembre 1987 et août 1989, il y avait à Jabalya 688 victimes des violences de l'armée israélienne, 22 d'entre elles ont été tuées.

LES 8 ET 9 DECEMBRE 1987, C'EST AU CAMP DE JABALYA QUE L'INTIFADA A VU LE JOUR...

AVEC LE COMITÉ DES FEMMES TRAVAILLEUSES FAIRE VIVRE UN JARDIN D'ENFANTS A JABALYA

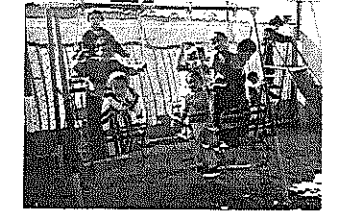


«Noter, créer dès aujourd'hui les bases de l'état paillatien démocratique de demain, c'est cela, l'intifada du quotidien.»
 Dans le camp de Jabalya, de nombreuses associations de femmes existent, chacune dans son domaine spécifique (sport, auto-éducation, éducation, entraide...) pour contraindre la politique répressive des occupants israéliens.

Les habitants du camp, leurs associations ont besoin par leur, de la solidarité internationale.

En 1987 et septembre 1988, un adhérent membre de l'association France-Palestine, s'est rendu à Jabalya pour y rencontrer un comité du camp (présenté par des syndicalistes, des militants des droits de l'homme...) et un comité de femmes.

Ces rencontres ont permis de définir un projet de solidarité dans le domaine de l'éducation :
 - Jouer à l'aménagement d'un nouveau jardin d'enfants dans le camp.



Début septembre, les locaux étaient en cours d'aménagement, grâce à des fonds collectés par une association suisse, et au travail bénévole des habitants...

Il s'agit maintenant de parvenir aux dépenses de fonctionnement de ce jardin d'enfants qui se montent, selon une lettre que nous avons reçue début janvier 1991 à 5000 francs mensuels. Cette somme intègre le salaire des deux institutrices, les achats de petit matériel, ainsi que les dépenses de viabilisation (eau, électricité, gaz...)

Trois comités locaux de l'association France-Palestine - Rennes - de Malo et Basse-Normandie - ont décidé d'unir leurs efforts afin d'atteindre cet objectif.

Pour apporter votre contribution, vous pouvez :

- soit verser ponctuellement la somme de votre choix lors des manifestations organisées par notre association.
- soit nous adresser un chèque libellé à l'ordre de "Festival Rennes pour la Palestine" (compte n° 201 21 371) en précisant au dos: "Jardin d'Enfants Jabalya".
- soit octroyer un soutien régulier en permettant le Jardin d'Enfants, grâce à un prélèvement automatique de 500F par mois sur votre compte de chèques.

Les associations seront régulièrement informées sur l'évolution du projet et la vie du jardin d'enfants.

Pour de plus amples informations, écrivez-nous :
 Dominique LE DUFF, La Beauvoisine - 35 450 - AMANLIS -
 Jean LEMAITRE, 21, rue des MINQUIÈRES - 35 402 - ST MALO -
 Yves JARDIN, 28, rue Charles de FOUCAULD - 35 400 - DEUARVENEZ.
 C'est elle qui fera vivre notre espoir!!!
 ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE



«La gravité de la situation que nous connaissons ici est telle que l'aide que vous allez nous apporter ne sera jamais qu'une goutte d'eau comparée à l'océan de nos besoins. Mais cette petite goutte d'eau nous est indispensable. C'EST ELLE QUI FERA VIVRE NOTRE ESPoir!!!»

Fin 2023, voilà ce qu'il reste de Jabaliya :



Bâtiments détruits par les raids aériens israéliens sur Jabaliya.

[Yahya Hassouna/AFP]

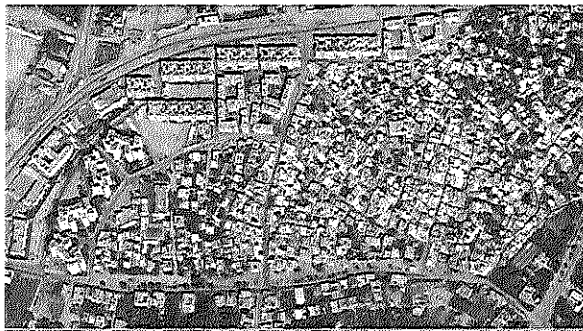
<https://www.aljazeera.com/gallery/2023/10/12/photos-show-scale-of-the-destruction-of-israeli-air-attacks-on-gaza>



Décombres de maisons détruites par des frappes aériennes israéliennes dans la zone de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, le 11 octobre 2023. (Atia Mohammed/Flash90)

<https://www.972mag.com/jabalia-camp-ghost-town-gaza-war/>

Voici également ce qu'il reste aujourd'hui du village de Beit Hanoun, au Nord de la bande de Gaza, d'où était originaire Iman Zouedi, une enfant blessée dans son école par l'armée israélienne, qui fut soignée à Rennes durant près de 5 mois en 1990 et qui fut reçue officiellement par la Ville :



Le quartier Izbat Beit Hanoun dans la bande de Gaza le 10 octobre 2023, et (en bas) le 21 octobre (Image satellite Â©2023 Maxar Tech)

<https://au.news.yahoo.com/>



Beit Hanoun dans la bande de Gaza le 1er mai 2023, et (en bas) le 21 octobre (Image satellite Â©2023 Maxar Tech)

<https://au.news.yahoo.com/>

Israël : La famine utilisée comme arme de guerre à Gaza

Les preuves indiquent que les civils sont délibérément privés d'accès à la nourriture et à l'eau
(Human Rights Watch)

<https://www.hrw.org/news/2023/12/18/israel-starvation-used-weapon-war-gaza>



Zones de culture totalement détruites à Beit Hanoun...